Un texte de nos amis du site Aggiornamento que nous vous proposons ici…

Rédacteurs : Servane Marzin, Éric Fournier, Laurent Gayme, Florence Braud, Vanessa Mercier, Mathieu Ferradou, Maryse Broustail, Alexandra Rayzal, Philippe Olivera, Vincent Capdepuy, Laurence De Cock

Alors que la session 2013 du bac commence, c'est la seconde et déjà dernière mouture de l'épreuve anticipée de première S en histoire-géographie. En 2012, après avoir passé l'année à avaler au pas de course un nouveau programme tentaculaire, et alors que nombre d'enseignants, de collectifs et d'organisations avaient alerté l'institution sur les difficultés probables de l'épreuve du bac, les élèves de première S n'avaient bénéficié d'aucune attention particulière.

L'organisation de la correction a donné lieu à une grande variété de dispositifs – de la correction groupée sur site à l'isolement total du correcteur, sans la moindre réunion, ni en amont, ni en aval – avec comme conséquence évidente une anormale disparité de notes.

Certes, de tels dysfonctionnements ne sont pas nouveaux, ni spécifiques à notre discipline. Mais ce constat ne saurait rendre acceptables ces iniquités, encore moins les légitimer ; et ce d'autant plus qu'ils ont pris lors de l'épreuve anticipée de 2012 une tournure et une ampleur inédites, révélant des failles et des incohérences dont les élèves ont subi les injustes conséquences.

Et pourtant… Les convocations pour la correction de l'épreuve anticipée de la session 2013, qui arrivent depuis le mois de mai dans les lycées, ne prévoient pas systématiquement de réunion de concertation, et encore moins de réunion d'harmonisation, alors même que ses correcteurs n'ont, pour certains, pas expérimenté ce programme. Sans l'éclairage qu'apporte a minima une réunion d'entente, ils en mesureront toujours aussi imparfaitement les difficultés et les pièges. Il ne s'agit en rien de préjuger du manque d'objectivité des correcteurs ! Mais, particulièrement cette année, la coordination comme la régulation de l'épreuve doivent, autant que possible, parer aux risques que représente la correction d'une épreuve anticipée bâclée.

On entend déjà le ministère rétorquer que, des allègements ayant été opérés dans le programme, les élèves ont eu cette année le temps de traiter l'ensemble des thèmes dans des conditions satisfaisantes, et que de telles précautions relèveraient de l'excès de zèle. Outre l'impact très relatif des allègements, ce serait ignorer l'essentiel : il s'agit d'une épreuve anticipée et difficile : trois exercices différents en 4 heures, avec un sujet imposé pour deux d'entre eux. Cet éparpillement découle en droite ligne d'un programme-pieuvre et indigeste. Reprises littérales des intitulés de programme, les « compositions » se résument à des restitutions de cours auxquels les élèves n'ont consacré la plupart du temps que deux heures, voire moins si le temps a manqué ; de ce fait, les productions des élèves sont souvent courtes et à peine structurées. De même en géographie, l'exercice de cartographie accroît les travers qu'on observait déjà en terminale, à savoir un psittacisme inepte. Le seul exercice qui ait encore vraiment du sens pourrait être le commentaire de document, mais le temps restreint (une heure au plus) et une notation limitée (sur cinq points) en limitent sérieusement l'intérêt.

On entend également le ministère rappeler que l'épreuve d'histoire-géographie rebasculera en terminale S à partir de 2014, et que la nouvelle épreuve permettra de mettre un terme à ces « contretemps ». Mais les élèves de TS auront un horaire de cycle terminal plus que plancher, et en tout état de cause inférieur à ce qu'il est cette année pour les TS ayant pris l'option histoire-géo à l'oral, inférieur également aux horaires du cycle terminal de l'ère pré-Chatel. Ce tour de passe-passe souligne la continuité d'une gestion comptable de l'enseignement, au détriment de son horizon pédagogique. Car l'autre continuité catastrophique, dont la difficulté d'organiser les épreuves dans de bonnes conditions découle largement, c'est la tendance qui s'observe en série S comme ailleurs à

imposer des programmes infaisables, trop denses et sans cohérence. Bien plus que le basculement du bac d'histoire-géographie de la terminale à la première, c'était cela qui rendait la réforme impossible. Sur ce point, le nouveau programme (la « réforme de la réforme ») a encore aggravé le problème.

Face à ces impérities, nous, membres du collectif aggiornamento, n'avons pas l'intention d'attendre passivement que l'histoire-géographie, discréditée par tant d'atermoiements, s'efface lentement mais sûrement des préoccupations des élèves comme des pouvoirs publics. Car au fond, c'est bien la formation d'individus libres et éclairés par une relation critique et construite aux savoirs qui est remise en cause. C'est pourquoi nous appelons :

– à un recadrage national immédiat dans l'organisation de la correction du bac, notamment en 1S, afin de réduire les disparités observées en 2012. Et que notre administration ne nous objecte pas qu'il est impossible d'agir dans l'urgence. C'est ainsi qu'elle a imposée à marche forcée les réformes ; c'est ainsi que nous avons dû préparer nos cours. Nous savons, hélas, travailler dans l'urgence.

– à une large consultation permettant de (re)penser collectivement les programmes du lycée comme les épreuves du bac, qui en sont l'aboutissement en même temps qu'elles ouvrent sur les études supérieures. En ce sens, l'épreuve anticipée d'histoire-géographie en S, tout comme les premiers sujets de terminale L–ES tombés à l'étranger, montrent précisément ce qu'il ne faut pas faire : centrer sur une restitution presque ânonnante de connaissances en négligeant la capacité du candidat à produire un raisonnement à partir d'outils et de savoirs maîtrisés.

Force de proposition, le collectif aggiornamento a déjà élaboré et mis en ligne des propositions de programme, qui ne demandent qu'à être discutées.

NB : nous venons de prendre connaissance des sujets tombés ce matin 18 juin. Nous étions inquiets, nous avons eu raison. Un autre texte est un préparation.